Samedi 18 et dimanche 19 juin 1977 No 710

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

«L'aide au retour»
MANOEUVRE SCELERATE CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Sous le nom trompeur d'«aide au retour», c'est en fait une sorte de «prime pour déguerpir» que le gouvernement propose avec cynisme aux travailleurs immigrés.

Pendant des années et des années, la bourgeoisie s'est engraissée au maximum sur le dos des travailleurs immigrés en les soumettant à une surexploitation forcenée. Et maintenant qu'il s'agit de licencier et de restructurer pour préserver ses profits, c'est à eux qu'elle s'attaque en priorité. Ces derniers mois, elle a procédé à des licenciements massifs d'ouvriers étrangers.

Lorsqu'elle est obligée de donner des indemnités, tous les moyens sont bons pour les réduire au minimum et rayer les chômeurs immigrés des listes. La plupart des travailleurs qui ont été licenciés en touchant une indemnité de 90 % la voi t réduite à 40 au bout de quelques mois sous les prétextes les plus divers.

Mais étant donné que beaucoup s'obstinent à exiger leurs droits le pouvoir leur propose 10 000 F pour en pousser à partir.

Une aumône face aux gigantesques profits qu'il a réalisé en les exploitant ; un chantage pour les amener à renoncer d'eux-mêmes à leur indemnité de chômage et à tous leurs droits.

Cette décision survient de plus au moment où le chômage s'est encore accru comme les chiffres «officiels» sont obligés eux-mêmes de le reconnaitre et alors que plusieurs centaines de milliers de jeunes vont encore se trouver jetés sur le pavé à la sortie de l'école. En proposant avec ostentation une somme qui peut sembler importante au premier abord, la bourgeoisie tente une vaste opération. Elle veut faire passer les travailleurs immigrés pour les responsables du chômage, laisser entendre que s'ils partaient le problème ne se poserait plus mais qu'ils en profitent pour demander le prix fort.

(Suite p.3)

Brejnev désigné chef de l'Etat soviétique
LE TSAR COURONNÉ

Aprés le titre de secrétaire général du PCUS, le nouveau tsar, Brejnev 1er, avait décroché un bâton de maréchal.

Ces nouveaux bourgeois ne s'arrêtent pas en cours de route, ceux qui gênent sont écartés. Ayant mis Podgorny – un des trois membres d'origine de la troïka avec Kossyguine, à la chute de Krouchtchev en 1964 – à la «retraite», le voilà maintenant président de l'État social-fasciste et social-impérialiste soviétique.

Au sommet de la «gloire», comme disent si bien les journalistes bourgeois qui s'intéressent beaucoup aux titres ! S'il y a une couronne à lui décerner, c'est bien celle de «digne» successeur d'Hitler.

Mais, est-ce qu'en concentrant tous les pouvoirs dans ses mains – pleines du sang du peuple tchécoslovaque, des peuples angolais, zaïrois... – le nouveau tsar sera plus fort ?

N'est-ce pas plutôt la preuve d'une grande faiblesse du régime qui s'effrite sous la poussée des luttes des peuples soviétiques ?

Course aux armements, misére accrue du peuple, internement des opposants, oppression des minorités nationales... tel est le volcan sur lequel il est assis.

L'URSS a beau se baptiser «État du peuple tout entier», elle est – comme tous les pays capitalistes – empêtrée dans la crise économique, se tourne de plus

en plus vers l'occident qui a aussi besoin de débouchés – c'est le sens du séjour de Brejnev en France du 20 au 22 juin – pour faire de «bonnes affaires».

Tout marché qui sera conclu avec l'URSS sera une aide pour ses préparatifs de guerre. Cela Giscard et les capitalistes français qui lui ouvre grand les bras, le savent bien. Mais, pour eux, les profits comptent avant tout, et pour cela, Giscard n'hésite pas à fire des courbettes, à le présenter comme un «pacifiste».

Brejnev et ses défenseurs en France les plus acharnés – le parti de Marchais – veulent entretenir le mythe de la «détente». Les travailleurs, eux, manifesteront pour dénoncer les crimes du social-impérialisme et ceux qu'ils préparent.

MANIFESTATION
SAMEDI 18 JUIN – 16 H
PLACE DE LA REPUBLIQUE
DEHORS BREJNEV,
représentant du social-impérialisme russe !

- **A bas Brejnev, nouvel Hitler; vive Staline, vainqueur d'Hitler !**
- **Détente = Mensonge ; l'URSS prépare la guerre**
- **L'impérialisme russe s'arme jusqu'aux dents ; le PCF désarme notre peuple**
- **Ni Washington, ni Moscou ; indépendance nationale !**
- **Vive la lutte des peuples soviétiques !**

A l'appel des communistes marxistes-léninistes de France de l'«Humanité rouge», du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire, avec la participation d'organisations anti-impérialistes du tier monde.

Le dernier numéro de LA JEUNE GARDE ROUGE est paru (juin-juillet-aout). Il sort sur 16 pages et en couleurs.
AU SOMMAIRE : – Reims : les tueurs et leurs patrons – Rouen : le service d'ordre CGT agresse les lycéens – Contre le chômage et la réforme Haby : unissons-nous pour la lutte – Pourquoi ces suicides de jeunes ? – Les jeunes en prison – Discussion avec un jeune cheminot – Dans les lycées, seule la lutte paie ! – Halte à l'invasion colonialiste de la Guyane ! – Sardou change son fusil d'épaule – Les Editions Vaillant : intox plus exploitation égale «PIF» – Page photos sur le danger de guerre provenant du social-impérialisme russe.

• Montpellier

Les cliniques privées (2)

Face à de telles conditions de travail, nous luttons pour la création d'un SYNDICAT.

Pour nous cela veut dire :

– lutte pour défendre les intérêts du personnel, ce qui signifie lutte contre notre patron.

Pour cela : le syndicat se propose de rallier et d'être soutenu par la majorité du personnel.

Nous pensons en effet que c'est seulement quand la majorité du personnel sera uni et prêt à l'action, que nous pourrons faire face à la répression et gagner sur nos revendications.

Que représente le syndicat pour nous :

C'est un moyen de nous organiser. C'est un lieu où les décisions sont prises par les employés et non par des dirigeants syndicaux ; où les décisions sont adoptées par la majorité. C'est un lieu où les décisions dépendront d'enquêtes effectuées auprès du personnel pour répondre à leurs problèmes et à leurs aspirations.

Pour nous, le syndicat est une organisation qui doit nous *soutenir* sur nos revendications.

C'est d'autre part le moyen d'être lié à d'autres travailleurs pour échanger sur nos conditions de travail, nos moyens de lutte, et pouvoir coordonner nos luttes.

La création de cette sorte de syndicat est à l'ordre du jour dans les cliniques privées. Les moyens que nous employons :

– contacts entre nous

– organisation de rencontres en dehors de la clinique.

Étant donné la répression, étant donné que nous ne sommes pas suffisamment développés pour avoir acquis le soutien de la majorité, nous n'apparaissons pas encore au niveau de la direction : pas de tract, pas de réunion sur le lieu de travail.

Nous sommes prêts à nous battre pour rallier l'ensemble du personnel et ainsi avoir une action efficace contre le patron, dans notre intérêt.

Seule, cette sorte de lutte peut payer.

Deux employées d'une clinique

COMMUNIQUE

Les tracts et affiches ainsi que des auto-collants pour la manifestation du 18 juin contre la venue de Brejnev sont à la disposition des militants.

Ils peuvent se les procurer dans nos locaux tous les jours jusque 20 H

Participez nombreux à la fête populaire pour le soutien aux luttes ouvrières et paysannes !

Dimanche 19 juin
A GEMENOS (Bouches-du-Rhône)
à partir de 10 heures

THÉATRE DE VERDURE

Au cours de la fête se tiendra un meeting où prendront la parole des ouvriers et des petits paysans en lutte actuellement.

Dans une intervention centrale Jacques Jurquet fera la point de la situation actuelle et s'adressera particulièrement aux militants et sympathisants de base du PCF et du PS en évoquant les élections législatives de 1978.

L'URSS aujourd'hui

L'oppression des minorités nationales

Les dirigeants révisionnistes de l'URSS ont totalement trahi les principes énoncés par Lénine et Staline sur la question nationale.

Le chauvinisme grand-russe exacerbé

Ils vantent sans cesse les «traditions de l'identité slave depuis la haute antiquité» communes aux Russes et autres Slaves, et le «rôle croissant que les Slaves jouent dans le monde contemporain sur les plans politique, économique, et culturel». Et bien sûr, parmi les Slaves, c'est la nation russe qui domine : ils n'hésitent pas à déclarer qu'«à aucune époque ni nulle part au monde, il n'est un caractère humain plus grand que le sien» et que seule «la nation slave, la nation russienne en particulier» est «la plus capable d'hériter de la sagesse créée par toutes les nations pendant des générations et de la développer».

Cette théorie panslave, n'a rien de très nouveau : les arguments sont les mêmes que ceux qui étaient employés du temps des tsars. Engels avait expliqué en son temps que le panslavisme était une fumisterie pour s'assurer la domination mondiale en invoquant une nation slave existante.

C'est ainsi que les révisionnistes de Moscou insistent sur le rôle de «sauveur» de «libérateur» et de «nation dirigeante» de la nation russe. C'est au nom de ces principes qu'ils se permettent d'annexer purement et simplement les minorités nationales, de les exploiter et de les opprimer.

Une diminution sans cesse accrue de la population des minorités nationales

En 1959, on comptait 115 nationalités, en 1970, on n'en compte plus que 104. Parmi ces dernières, le nombre des habitants de cinq nationalités a baissé. Cette chute est surtout catastrophique pour les Mordves et les Caréliens. En Carélie, la population a baissé de 40 % entre 1926 et 1970, quant aux Mordves, plus de 200 000 ont été 'assimilés' par les Russes de 1959 à 1970.

Les peuples des minorités sont surexploités

Au nom de la division du travail, l'URSS oblige des régions entières à la monoculture établissant une économie déséquilibrée de type colonial. C'est le cas notamment de toute l'Asie centrale où seule la culture du coton est autorisée. Si on prend le cas de l'Ouzbékistan, bien que sa production de coton représente 65 % de celle de l'URSS, celle de tissus de cotonnades n'atteint environ que 3 % du total du fait des obstructions imposées par les autorités révisionnistes. Et de plus, elle ne cesse de baisser tout comme au Turkmenistan. Quant au Kirghizstan, qui est une des principales régions agricoles de l'URSS, il ne possède même pas sa propre industrie d'engrais chimiques.

La Moldavie, qui se retrouve au dernier rang de l'URSS pour le développement industriel a eu en 1974, une production céréalière par habitant inférieure à celle de 1913 et le niveau de vie est le plus bas. On pourrait encore citer de nombreux exemples car toutes les régions subissent le même joug. La surexploitation s'accompagne d'une oppression toujours plus étouffante sur le plan de la culture et de la langue.

L'URSS veut étouffer les cultures des minorités nationales

Tout d'abord, les révisionnistes soviétiques pratiquent la russification à outrance. Celle-ci se fait automatiquement par les migrations forcées. La part des habitants russes augmente toujours. Ils représentent environ 30 % dans les villes des républiques d'Ouzbékistan, de Moldavie, Turkménistan et Tadjikistan. La russification se fait aussi par l'obligation d'apprendre le russe dans les établissements scolaires. On arrive ainsi à des résultats inquiétants : par exemple sur 1,2 million de Mordves, 13 % seulement parlent encore le Mordve. Tout cela est le fruit d'une pratique délibérée. On peut lire dans la presse soviétique : «En Union soviétique, les nationalités s'assimilent réciproquement, l'assimilation nationale fera disparaître les caractéristiques de chaque république fédérée et la disparition des traits distinctifs des républiques fédérées et des républiques autonomes conduira à l'intégration complète de toutes les nationalités sur le plan du droit national».

Bien entendu, cette intégration doit se faire au profit de la langue et de la culture russes.

Une trahison des principes marxistes-léninistes

Toutes ces conceptions sont réactionnaires et s'opposent aux principes marxistes-léninistes. Quant à nous, nous estimons qu'une nation est divisée en classes et que les travailleurs de toutes les nations ont leur tradition et leur culture propres, qu'il faut les respecter toutes de la même manière, au même titre. L'URSS de Brejnev qui considère qu'une nation doit être supérieure à une autre, n'a rien d'un pays socialiste, ce n'est plus qu'un pays hitlérien cherchant à attaquer et à dominer d'autres nations.

• Afrique du Sud

Commémoration des manifestations antiapartheid du 16 juin 1976

Le 16 juin, cela fait tout juste un an que débutait à Soweto, banlieue de Johannesburg, un grand mouvement de révolte.

Tout d'abord, il y eut une manifestation d'étudiants qui refusaient que la langue des Boers «l'Africaan» soit obligatoire dans leurs écoles. Les forces de police étaient alors intervenues avec des mitraillettes.

Au lieu de fuir, les étudiants ont résisté de façon à poursuivre la manifestation. Il y eut au total 600 morts. La grève générale qui suivit paralysa toute la ville. Vorster, craignant que le mouvement aille trop loin, dut lâcher quelques miettes, mais fondamentalement tout restait pareil : l'apartheid, l'oppression, la misère...

Soweto aujourd'hui : mercredi encore, un jeune de Soweto, Philemon Longwane, a été tué par la police, atteint d'une balle.

La ville était complètement quadrillée par les flics. Il est impossible de rentrer ou sortir de la ville sans être fouillé. Des renforts de police sont venus de Prétoria.

Le gouvernement craint la journée de commémoration des manifestations de l'an dernier. Un mot d'ordre de grève fut lancé. Il a été suivi par la grande majorité des travailleurs africains.

Sans raison apparente, la police a lancé partout autour des gens – et jusque dans l'église – des grenades lacrymogènes.

A Mamelodi – ville-satellite noire de Prétoria – la police est intervenue pour disperser une marche pacifique de plusieurs milliers de jeunes noirs. La police a procédé à des arrestations à Vitenhague, également lors d'une tentative de marche de jeunes.

Le mot d'ordre de grève s'étend à vendredi. Les étudiants ont également demandé aux commerçants de Soweto de fermer leurs magasins jusuq'à vendredi midi.

• Tchécoslovaquie

Le porte-parole de la Charte 77 vient d'adresser au gouvernement tchécoslovaque un document «numéro 11» donnant les noms des 133 nouveaux signataires du manifeste. Parmi ces nouvelles adhésions figurent les noms de trois anciens dirigeants politiques. A ce jour, 750 personnes ont signé la Charte 77.

Il y a de nombreuses autres personnes qui sont d'accord avec cette Charte mais qui ne souhaitent pas la cautionner publiquement pour ne pas encourir les foudres des autorités ?

Le document numéro 11 a été adressé au gouvernement le 13 juin probablement dans le but de démontrer, juste avant la Conférence de Belgrade, que les pressions exercées sur eux depuis janvier dernier, n'ont pas étouffé leur mouvement en faveur du respect des droits de l'homme et que malgré les licenciements qui ont frappé près d'une centaine de signataires, de nombreux citoyens acceptent de donner leur adhésion à la Charte.

Les nouveaux tsars connaîtront la défaite !

Pauvre Lénine
Vois ce qu'ils ont fait de ton Eden (1), terre d'espoir et de lutte
de ton sang, de ton nom gravé sur mille ouvrages
Vois ce qu'ils font
Les nouveaux tsars de la Russie
Vois ce qu'ils font de tes soviets
Vois les exhiber ton écharpe rouge
Encore nouée à ton cou
Dans la froideur de Moscou
Vois les lever ton écharpe
Haut, haut, toujours plus haut
Jusqu'à vouloir t'étrangler à tout jamais !

Pauvre Lénine
Vois ce qu'ils font à tes peuples
Trahis, opprimés, emprisonnés, assassinés
Mais la mémoire des peuples est immense et profonde
Immense et profonde comme les steppes
Et les troupes de Boudienny (2) y montent encore à l'assaut
Lénine, c'est ton souffle qui les porte
Tu revis grand Lénine !

Ah... Maître Soljenitsine (3) peut avoir la voix haute
Le bolchévik des profondes steppes
Lui,
N'a que le silence pour seule défense
Et l'on sait que le silence est immense et profond là-bas..
Le vent se lève doucement
Éveille-toi, camarade Lénine
Exhulte, explose
Ils sont devenus fous
D'une folie pareille à celle d'Hitler
De Prague à Luanda (4)
Les nouveaux tsars de la Russie...

Regarde, Lénine
Ton souvenir s'écrit à nouveau sur les murs de Moscou la vieille
Au nez et à la barbe de la nouvelle Okhrana (5)
Oui, dans les steppes immenses et profondes
Les troupes de Boudienny repartent à l'assaut
Sublimes, invicibles, toujours plus puissantes.

Les bolchéviks des temps nouveaux
sont en marche
à l'ombre de ton poing levé
grand Lénine !
C'est ton souffle qui les porte
et qui nous unit
Ouvriers de Renault et de Michelin
Peuples des faubourgs de Johannesburg (6)
Compagnons de Jan Palach (7)
Pour la liberté
Pour l'indépendance
Pour notre indépendance !

Oui, les nouveaux tsars connaîtront la défaite !

(1) Eden : paradis
(2) Boudienny : né en 1883, sous-officier de l'armée tsariste rallié à la révolution, qui commanda en 1917 une division de cavalerie laquelle écrasa les armées blanches dirigées par Denikine et Wrangel. Maréchal de l'Union soviétique en 1935.
(3) Soljenitsine : écrivain réactionnaire russe passé à l'Ouest
(4) Luanda : capitale de l'Angola
(5) Okhrana : police tsariste
(6) Johannesburg : ville d'Afrique du Sud, dirigée par le raciste Vorster, grand ami de l'impérialisme américain.
(7) Jan Palach : martyr tchèque qui s'est suicidé lors de l'invasion russe de 1968.

MEETINGS ET MANIFESTATIONS EN PROVINCE CONTRE LA VENUE DE BREJNEV

- ***ORLÉANS***

Meeting des communistes marxistes-léninistes de France – Mardi 21 juin à 20 h 30 – Salle des Carmes.

- ***GRENOBLE***

Manifestation à l'appel des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge (Rhônes-Alpes) et du Parti communiste révolutionnaire (Fédération), de la JCMLF et de l'UCJR.

- ***LILLE***

Manifestation samedi 18 juin à 18 H – Place de la Nouvelle aventure – Wazemmes.

- ***METZ***

Meeting des communistes marxistes-léninistes de France et leur journal l'Humanité rouge, vendredi 17 juin à 20 h 30.
Maison rouge, 1 rue de Coetlosquet (dernier étage).

A propos de la venue du tsar Brejnev (3)

Le PCF, agent commercial de Moscou

Si le gouvernement français invite le gardien-chef des camps de concentration soviétiques et le chef suprême des armées agressives de Moscou, Brejnev, c'est parce qu'il espère passer avec l'URSS de succulents (pour les capitalistes) contrats économiques. Le parti révisionniste de Marchais, qui est quoiqu'il dise, un fidèle serviteur de Moscou, fait miroiter aux yeux des patrons français tous les «avantages» d'une collaboration poussée avec le social-impérialisme.

600 entreprises françaises participent aux échanges franco-soviétiques.

Le PCF, qui se prépare à prendre le pouvoir vers l'année prochaine ou à peu près, propose aux chefs d'entreprises français de développer au mieux ces transactions. Cela permettrait au parti révisionniste, tout d'abord, d'ouvrir des débouchés aux patrons français et de leur proposer une «solution» pour sortir de la crise et d'autre part cela lui vaut tous les remerciements de Brejnev. D'une pierre, deux coups.

Voici les arguments mis en avant par la revue du PCF : «Les cahiers du communisme», d'avril 77.

«Sa richesse en matières premières, ses ressources énergétiques conduiront dans un proche avenir l'URSS à être une puissance dotée d'importants moyens économiques et financiers, qui n'aura d'autre rival que les USA». (...)

«C'est aussi pour notre pays l'occasion d'élargir ses approvisionnements, ses ventes et de se démarquer de la tutelle américaine et ouest-allemande».

Ce que nous propose le PCF, c'est de se dégager de la tutelle économique des USA en se plaçant sous la tutelle économique de Moscou qui, nous précise-t-on, «n'aura d'autre rival que les USA». C'est ce que l'«Humanité» du 22 avril 77 appelle : «Réduire notre dépendance à l'égard des USA et de la RFA dans le domaine des équipements». C'est une des orientations du PCF pour la restructuration du Programme commun.

L'«Humanité» va même jusqu'à prétendre que notre pays est dépendant des pays arabes pour le pétrole et propose aussi de «réduire notre dépendance à l'égard de l'Arabie Saoudite pour le pétrole», là encore en achetant à l'URSS. Le PCF laisse ainsi entendre que la crise est due aux décisions des pays arabes sur le prix du pétrole et qu'il vaut mieux chercher fortune ailleurs.

Tous les arguments sont bons pour le PCF quand il s'agit de placer la France dans l'orbite de Moscou. D'une part, on vante «la stabilité des prix, la sécurité des approvisionnements, l'assurance des marchés, la sécurité des débouchés» que proposent les pays de l'Est (ce qui reste à prouver !) et d'autre part on parle «d'indépendance nationale».

Mais l'indépendance nationale ce n'est pas de quitter le giron d'une superpuissance pour se jeter dans les bras d'une autre, surtout quand cette autre superpuissance est aujourd'hui la plus active, la plus agressive, la plus dangereuse ! Quant à ceux qui pourraient croire que dans ses relations internationales, l'URSS respecte l'indépendance des autres pays, il leur suffit de voir ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie et ce qui se passe de façon permanente dans tous les pays d'Europe de l'Est, pour voir quelle conception a Moscou de l'égalité entre partenaires.

Le président de Renault M. Bernard Vernier-Palliez (second à gauche), visite l'usine de constructions automobiles de la KamAZ, en URSS. Le PCF au pouvoir, les entreprises qui deviendront d'État auront des échanges très privilégiés avec Moscou.

Un accord capitulard

En Juin 1966, de Gaulle se rendait en URSS, c'était le début officiel de la coopération entre les deux gouvernements. Le 30 octobre 1971, était signé un énoncé des principes de la coopération franco-soviétique. On peut y lire notamment :

«La politique d'entente et de la coopération entre la France et l'URSS sera poursuivie ; elle est appelée à devenir une constante dans leurs relations et un facteur permanent de la vie internationale.

«La France et l'URSS s'emploieront, dans les régions où la paix est troublée, à ce que soit obtenu au plus vite un règlement politique dans l'intérêt de la paix générale.

«Les deux parties contribuent dans toute la mesure du possible à résoudre les problèmes de désarmement général et complet.

«En vue de collaborer activement au renforcement de la sécurité en Europe et dans le monde (...) les consultations politiques entre les deux gouvernements seront développées afin de permettre de rechercher la possibilité d'actions concertés, y compris au sein des organisations ou conférences internationales».

Il s'agit donc d'un texte qui engage la France dans toute la campagne mensongère de Moscou sur la «détente», la paix dans le monde et de désarmement. C'est un fait grave parce que ce qui caractérise dans les faits la politique de Moscou, c'est au contraire : l'armement intensif et continu, l'intervention militaire en Afrique, les troupes massées aux portes de l'Europe de l'Ouest, etc.

«L'aide au retour»

Manœuvre scélérate contre les travailleurs immigrés

(suite de la page une)

Elle cherche par ce moyen à opposer les travailleurs français aux immigrés et à diviser la classe ouvrière. C'est dans ce cadre qu'elle s'efforce de reprendre en main des organismes de formation des immigrés telle l'Association pour l'enseignement des étrangers où elle prévoit de licencier 86 formateurs et de supprimer 213 postes de vacataires.

C'est dans ce contexte aussi qu'elle a censuré récemment dans une revue d'information «Migrants formation» tout ce qui pouvait contribuer à rapprocher les travailleurs français des migrants.

Face à ces manœuvres, la classe ouvrière doit resserrer ses rangs et soutenir les travailleurs qui mènent à l'heure actuelle des luttes extrêmement combatives comme en témoignent la victoire des éboueurs, la poursuite de la lutte des Sonacotra, et actuellement la lutte des nettoyeurs du métro.

Des mesures dérisoires pour les vieux

Le minimum vieillesse porté à 10 000 F le premier juillet et à 11 000 F le premier décembre, quelques augmentations de l'allocation logement et de l'aide ménagère, voilà les principales mesures annoncées par Giscard envers les vieux. Le reste ce ne sont que des mots. Giscard n'a pas hésité à se payer une petite séance de publicité télévisée après tant de bonté. Quel cynisme alors que 833 F par mois ne représentent que la moitié du SMIC déjà bien insuffisant pour mener une vie décente. Ce ne sont pas ces mesures qui empêcheront les vieux de se priver de fruits et de viande, de survivre misérablement après avoir été exploités durant toute leur vie durant, de croupir dans les hospices où la bourgeoisie les laisse mourir à petit feu.

• Aix en Provence
Hopital psychiatrique

Réussir son diplôme ne suffit plus pour être titularisé

Après 28 mois de cours et de stage dans tous les services de l'hôpital où on est noté à chaque fois. Après avoir réussi l'examen de passage en deuxième année, puis le diplôme professionnel, 4 mois après celui-ci, la commission de titularisation décide qu'un des nouveaux diplomés est «inapte à la fonction hospitalière». Il sera donc licencié. Une question se pose alors : à quoi sert notre formation s'il suffit que notre tête ne revienne pas à un surveillant ou à un médecin pour qu'on soit jugé «inapte». Mais les travailleurs ne se laissent pas faire..Ils poussent le conseil syndical CGT à riposter. Celui-ci mobilise le personnel de l'hôpital psychiatrique par tract et une pétition circule , ainsi que par une nouvelle convocation d'une commission de titularisation. Unissons-nous pour la réintégration de notre camarade.

Une élève infirmière marxiste-léniniste.

MEETING DE SOLIDARITE AVEC LES NETTOYEURS DU METRO

SALLE DE LA MUTUALITE

SAMEDI 18 JUIN à 20 h 30

Projection d'un film sur les conditions de travail des nettoyeurs du métro
Musique, danses et chants des pays d'origine des travailleurs.
Intervention des grévistes

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES PARTICIPEZ Y NOMBREUX

Hopital de Brest

Le directeur retenu dans son bureau

Le directeur général du centre hospitalier régional de Brest (Finistère), M. Cossec, a été retenu, jeudi, dans son bureau, par des travailleurs du service d'électrocardiologie.

Ces travailleurs (une quarantaine sur les cinquante que compte le service), en grève depuis le 3 mai, entendent obtenir l'octroi à tous les agents du service de deux semaines de congé, et l'extension aux manipulateurs des primes mensuelles accordées aux infirmiers et aux aides soignantes. Ces revendications se sont heurtées au refus du directeur;

Gourmelon, conseiller général socialiste, est administrateur de l'hôpital.

• Boulogne sur mer

La Sicer en grève

Les ouvriers de la Sicer, usine de constructions métalliques, chaudronnerie et réparations navales (Boulogne-sur-Mer est le premier port de pêche de la France) sont en grève depuis le 23 mai.

Il y a environ 6 mois le patron décidait 80 licenciements ; les raisons invoquées étaient des raisons économiques, mais en réalité, ces mesures étaient surtout prises pour décapiter les 2 sections syndicales CGT et CFDT de l'usine.

Les travailleurs ont alors décidé la grève, impulsée par les deux sections syndicales, très combatives et très unies, qui ont pris contact avec les sections syndicales d'autres usines de la région et qui ont organisé des collectes dans la ville.

Face à un patron de choc, tous les travailleurs sont bien décidés à aller jusqu'au bout pour empêcher tout licenciement. Il faut noter que ces menaces de licenciement arrivent à un moment où la situation de l'emploi dans la région boulonnaise est dramatique : licenciements et abaissements des heures de travail aux acieries Paris-Outreau, menaces de 300 licenciements à la société Molnicke sur la zone industrielle, nombre sans cesse croissant des chômeurs et surtout des jeunes qui se retrouvent sans travail à la sortie de l'école.

Correspondant HR

MEETING DE SOUTIEN ET D'INFORMATION
Le lundi 20 juin à 19 h 30
Salle Guernica, 16 rue Lodi à Marseille
à la lutte des paysans corses
organisé par l'Association «Aiutu paesanu»

Congrés de l'UIB - CFDT du pays rennais

Le Congrès s'est tenu dans une grande confusion. Les enjeux n'ont jamais été exposés clairement aux syn dicats qui y participaient. La motion d'actualité, pour soutenir la lutte des petits paysans du Pellerin, celle contre la réforme Haby, toutes les deux votées à l'unanimité en fin de congrès, sont significatives du désir de lutter contre le capitalisme. Ces votes de classe sont en contradiction avec l'ensemble du congrès où la ligne réformiste du PS a su s'imposer par des méthodes très contestables, voire malhonnêtes.

Le Congrès débuta par une motion présentée par les syndicats du SGEN, de la préfecture et de la DDASS. (1) Ceux-ci demandaient le report du congrès à l'automne car les délais de préparation étaient trop courts et les textes remis aux syndicats en nombre nettement insuffisants.

UNE PRÉPARATION ANTIDÉMOCRATIQUE

Par exemple, le SGEN du pays rennais est constitué de 80 sections. 10 exemples des textes du rapport d'orientation lui furent remis le 25 mai alors que la date limite du dépôt des amendements était fixée au 1er juin. Une cinquantaine de militants au plus avaient pu discuter ces textes. Quelle valeur pouvaient avoir les décisions d'un congrès préparé aussi précipitamment, alors que la très grande majorité des syndiqués ont appris par la presse sa tenue à St-Jacques-de-la-Lande.

Un autre exemple encore plus grave, permet de mesurer la violation des règles de démocratie par les dirigeants de l'UIB. 7 articles sur 24 des statuts sont arrivés *après la date limite de dépôt des amendements*. Conclusion : ils étaient inamendables.

Tout laisse à penser que ce congrès a plutôt été organisé comme un coup de force, par des dirigeants qui veulent engager les syndicats du pays rennais vers des objectifs qui leurssont étrangers.

Autrement dit, la ligne réactionnaire et antidémocratique du PS, s'impose «par le haut» et vise à mettre les sections devant le fait accompli.

LES ORIENTATIONS VOTÉES

Avant de les exposer, il faut dire qu'elles ne représentent en rien la réalité de la CFDT en pays rennais. Son développement, autant dans le commerce (où les grèves de Mammouth, Printemps, Laving-Glass, Blin nous rappellent des luttes dures contre le patronat mais aussi contre les trahisons révisionnistes) que dans des secteurs plus anciens comme les PTT ou la SNCF, prouve que beaucoup de travailleurs rejoignent la CFDT pour combattre le capitalisme, pour appliquer la démocratie prolétarienne dans les luttes, pour rejeter la collaboration avec le patronat (public comme privé) des dirigeants PCF de la CGT.

Dans le rapport d'activité, tous les points gênants pour la direction de l'UIB étaient évités. Il signalait les grèves du commerce sans en tirer de leçons. Est-ce le souci de ne pas déranger la nouvelle équipe municipale «de gauche» qui empêchait les rédacteurs d'écrire une ligne sur la grève des aides-maternelles ?

Le droit des lycéens à s'organiser avait été refusé par la CFDT au lycéens de Joliot-Curie, alors que la motion du fin de Congrès contre la réforme Haby, affirmait que l'UIB devra le respecter.

D'une manière générale, tous les problèmes de relation entre les syndicats et les permanents étaient évités. Par exemple, le mauvais fonctionnement organisé de l'équipe de rédaction du journal local de l'UIB «Le Maillon» permettait à un seul permanent de faire la pluie et le beau temps et d'interdire tous les articles qui ne lui plaisaient pas.

L'importance de la dicussion sur les statuts échappa à la majorité des congressistes. L'enjeu était pourtant bien la *démocratie*.

L'élection des dirigeants : le SGEN demandait qu'en plus de l'équipe présentée par le secrétariat sortant, une possibilité de présenter une équipe nouvelle soit retenue. Ceci avait pour but d'éviter la cooptation automatique qui permet à un poignée de dirigeants de perpétuer leur domination.

Le Congrès souverain : le SGEN demandait qu'un congrès préparé dans des conditions normales, définisse lui-même son ordre du jour et son réglement intérieur, même s'il est normal que ce soit le sécrétariat sortant qui fasse des propositions.

Le conseil de l'UIB : le SGEN demandait que son rôle et sa périodicité soient maintenus, que le bureau ne fasse qu'éxécuter les décisions du conseil où la base est plus largement représentée...

Les syndicalistes de l'Éducation nationale proposaient que la possibilité d'exclusion ne soit retenue que s'il y a défense des intérêts patronaux.

Tous ces amendements furent repoussés. *Cela veut dire que la direction de l'UIB est pour le moment une direction à vie, qu'un congrès où elle doit rendre des comptes n'est plus souverain, que seule cette direction peut décider d'un conseil ou d'une assemblée statutaire, et en plus, pour se maintenir, les cas d'exclusion sont suffisamment «larges» pour qu'elle puisse les utiliser en dernier recours.*

(A suivre)

• Centre de tri - Marseille gare

La CFT balayée par les travailleurs

Au bureau gare était implantée la CFT : soutenue par la direction, et menée par un contrôleur divisionnaire fascisant, cette organisation comprenait quelques adhérents (gagnés dans un service particulier du tri, préalablement «nettoyé» de tout élément combatif... ce nettoiement avait d'ailleurs donné lieu l'an dernier à une lutte qui avait finalement échouéc... militants CGT et CFDT une fois écartés, la CFT avait placé (chantage, peur, intérêt ? ou peut-être les trois) ses cartes. Plus grave, dans l'escalade de l'implantation, malgré sa non représentativité, aux élections paritaires des délégués, la direction lui accordait un local, des panneaux et des libertés syndicales, cumulées par le meneur... connu pour avoir foncé en 74 (durant la grève des PTT) en voiture sur un piquet de grève au centre de tri de Nice...

Dès l'annonce de la mort de Pierre Maitre, et de l'identité des assassins CFT, les travailleurs expulsèrent spontanément le représentant departemental de l'officine, reconnu dans le bureau.

Tracts et pétitions surgissaient, les uns très lus, les autres massivement signés, exigeant la disparition de la CFT sur le centre et avertissant la direction que le personnel «se donnait les moyens» d'arriver à ses fins si la direction ne cédait pas.

La CFT avait beau sortir précipitamment un communiqué dénonçant «l'amalgame» scandaleux fait entre les assassins et elle, cette attitude soudain défensive face à la colère, n'allait pas abuser, loin de là, les travailleurs.

Brigade après brigade, en quatre vacations, la CFT allait recevoir coup sur coup et être proprement balayée du centre !

Réunis en Assemblée générale dès le mardi matin, à l'appel des sections syndicales CGT, CFDT, FO, et CFTC le personnel allait quelque peu bouleverser le programme des 5 minutes de grève, et dépasser les appels au calme, à la dignité à la sérénité (!) et répondre massivement au représentant CFDT qui avait déclaré que «un panneau CFT était une insulte à la mémoire de notre camarade assassiné...»

Dès lors, tout allait très vite. Brigade B, mardi matin arrêt de travail, délégation de masse exigeant la disparition des panneaux fascistes du centre... devant le refus de la direction, les travailleurs peignaient en noir les panneaux et affichaient dessus un écriteau : «CFT égale centre de formation des tueurs !» aux cris de CFT assassins. La racaille soumise et inquiète commençait à se faire petite, et tel CFT reconnu qui, peu de temps avant disait : «Nous quand on vise, on vise bien», se faisait bien silencieux, lui qui n'avait échappé aux réactions violentes que par la volonté de ne point céder aux provocations.

Brigade A, mardi après-midi, réunion à la pause suivie d'une délégation... devant le nouveau refus de la direction, rendez-vous était donné aux travailleurs pour 17 heures, avec l'arrêt de 5 minutes... qui allait durer de fait plus d'une demi-heure ! Demi-heure de colère et de termination, manifestation dans la cour du centre, puis dans les étages, slogans tels que : «CFT dissolution !, fascistes, assassins...» enfin sous les cris de colère et de joie, deux panneaux étaient proprement dévissés et remis en masse au directeur, qui préféra se taire...

Les travailleurs regagnèrent alors leurs services aux cris de CFT, fascistes, direction complice». Et lorsque, une heure plus tard, ils apprirent le retour dans le centre du secrétaire départemental de l'officine, ils le remirent une nouvelle fois à la porte...

Deux panneaux restaient encore, par une entente tacite, ils avaient été laissés à la brigade de nuit C qui les remit de la même façon au directeur.

La seconde brigade de nuit, D qui prit le service le mercredi soir, s'occupa ... de la boite aux lettres ! La direction avait perdu, et la CFT disparu.

Extrait de l'AP 13